



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale des Côtes d'Armor

À Plérin, le 13 avril 2023

Ref : CR.2023.119

N° AIOT: 0005500091

Affaire suivie par : Carinne RAMIR et Frédéric RIVOALAN

carinne.ramir@developpement-durable.gouv.fr

frederic.rivoalan@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 02 96 69 48 20

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES AU PRÉFET

Contact exploitant :

Caroline BARBET – Responsable QSE

c.barbet@grouperose.com

Tel : 06.83.03.90.33

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société PROTAC à LAMBALLE-ARMOR – réexamen IED

REF : Transmissions du 21 janvier 2022, du 13 janvier et du 24 février 2023

La société PROTAC a transmis le 21 janvier 2022 le dossier de réexamen pour l'installation de traitement de bois qu'elle exploite sur la commune de LAMBALLE-ARMOR. Elle l'a complété le 13 janvier 2023 et le 24 février 2023.

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites qu'il convient de réserver au dossier complété.

1 Rappel de la situation administrative du site

La société PROTAC exploite sur son site situé zones d'activités de Lanjouan à Lamballe-Armor, des installations de travail et de préservation de bois autorisées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2007.

Bien qu'ayant été mis en service avant le 7 janvier 2013, le statut IED de l'établissement n'a été identifié qu'au cours de l'année 2017.

Un dossier de mise en conformité a été remis à la préfecture par courrier du 5 février 2018, un rapport de base y étant joint. L'examen de ces deux documents par l'inspection des installations classées a donné lieu à un rapport de l'inspection au préfet en date du 2 juillet 2018 accompagné d'un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires. Ce dernier a été signé le 4 décembre 2018.

La rubrique 3700 est identifiée comme étant la rubrique principale dont relève le site et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) faisant référence à la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques sont les conclusions MTD applicables à cette rubrique.

2 Contexte réglementaire

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du code de l'environnement, la société PROTAC a transmis un dossier de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la décision d'exécution n° 2020/2009 du 22 juin 2020 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques (BREF STS/WPC). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés à ces meilleures techniques disponibles.



L'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleurs techniques disponibles applicables à certaines installations du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED fixe les prescriptions applicables aux installations soumises notamment à la rubrique 3700.

3 Présentation de l'établissement

3.1 Description de l'établissement

La société PROTAC exploite sur le site de Lamballe-Armor, des installations de travail de bois et de préservation de bois à cœur par autoclave et par trempage en bac. La capacité de traitement au titre de la rubrique 3700 est de 250 m³/j.

Les opérations de traitement du bois sont réalisées d'une part par immersion dans un bac (trempage) présentant un volume total de 21 m³ et d'autre part par 3 autoclaves.

3.2 Périmètre IED

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel STS/WPC relatif au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois.

Le périmètre IED du site, qui n'a pas évolué depuis 2018 selon l'exploitant, comprend les activités suivantes :

- les installations de traitement du bois par autoclave et par bac de trempage,
- les équipements connexes à ces installations : zones de stockage des bois traités. Selon le dossier remis en 2018, la surface totale du périmètre IED représente environ 5700 m².

L'exploitant s'est positionné par rapport aux conclusions sur les MTD pour la préservation du bois et des produits du bois au moyen de produits chimiques (MTD 30 à 53).

L'exploitant précise ne pas être concerné par des BREF transverses.

Sur ce dernier point, l'inspection appelle néanmoins l'attention de l'exploitant sur l'existence des BREFs transverses suivants :

- Principes généraux de surveillance (ROM), paru en août 2018,
- Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS), paru en juillet 2006,
- Aspects économiques et effets multi-milieux (ECM), paru en juillet 2006,
- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009.

Il lui appartient de s'assurer que ses activités n'en relèvent effectivement pas.

4 Analyse du dossier de réexamen IED

4.1 Complétude

Le dossier transmis par la société PROTAC est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Remplacement des substances nocives/dangereuses ;
 - Utilisation efficace des ressources
 - Livraison, stockage et manutention des produits chimiques de traitement ;
 - Préparation/conditionnement du bois ;
 - Procédé d'application de produits de préservation ;
 - Conditionnement post-traitement et stockage provisoire,
 - Gestion des déchets ;

- Émissions dans le sol et les eaux souterraines ;
- Rejet dans l'eau et gestion des eaux usées ;
- Émissions dans l'air
- Bruit ;
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

À noter que l'établissement, compte tenu des modalités d'exercice de l'activité sur le site, n'est pas concerné par des niveaux d'émissions associés.

4.2 Régularité

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités par la société PROTAC. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R. 515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

4.3 MTD relative au management environnemental applicable aux installations de traitement du bois

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement du bois, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation. Il indique, à la date de rédaction du dossier, ne pas disposer de procédures suffisamment formalisées et propose un échéancier de rédaction du système de management environnemental (SME) en trois étapes (décembre 2022, décembre 2023 et décembre 2024). Il précise, en outre, ne pas être concerné par l'alinéa ii de la MTD 30 qui concerne le traitement à base de solvants organiques, les produits utilisés étant à base aqueuse.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant sont de nature à démontrer que l'établissement répondra à l'échéance du 9 décembre 2024 aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement du bois sur la partie relative au management environnemental. Il s'est en effet engagé à disposer d'un système de management environnemental répondant aux exigences des MTD 1 et 30 à cette échéance.

4.4 MTD relatives au remplacement des substances nocives/dangereuses

Limitation des émissions de HAP/solvants

L'exploitant indique utiliser des produits à base aqueuse, tant pour le bac de trempage que pour les autoclaves, afin de limiter les émissions.

Remplacement des produits chimiques

L'exploitant indique procéder à des contrôles réguliers visant à vérifier si de nouveaux produits plus sûrs sont disponibles au travers, notamment, de contacts réguliers avec les fournisseurs et à la participation aux réunions organisées par l'association professionnelle ARBUST et le FCBA.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant sur l'utilisation et le remplacement des substances nocives et dangereuses n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

4.5 MTD relative à l'utilisation efficace des ressources

À cette fin, l'exploitant indique mettre en œuvre des systèmes efficaces de traitement adaptés aux classes de traitement demandées.

L'exploitant fait remarquer qu'il n'utilise pas de produits à base solvantée ou de la créosote, ceci ne rendant donc pas nécessaire la mise en œuvre d'un bilan massique des solvants.

Par ailleurs, Il précise qu'il contrôle la consommation adéquate en produits de traitement en :

- suivant la consommation et la concentration des bains pour chaque cycle de traitement,
- optimisant la consommation de produit par l'analyse de la concentration des solutions et la rétention dans le bois,
- utilisant un bac et des autoclaves certifiés CTB+ par le FCBA, cette certification incluant la mise en place d'enregistrements systématiques pour les préparations de solutions et pour les traitements ainsi qu'une traçabilité pour chaque lot de bois traité selon cette certification.

En outre, il ajoute que les types de bois traités sur le site sont achetés secs et ne nécessitent donc pas de séchage avant traitement.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de statuer sur la conformité du site vis-à-vis de la MTD relative à l'utilisation efficace des ressources.

4.6 MTD relative à la livraison, au stockage et à la manutention des produits chimiques de traitement

Afin de réduire les émissions résultant de la livraison, du stockage et de la manipulation des produits chimiques de traitement, l'exploitant indique mettre en place dès à présent les techniques suivantes :

- le stockage des produits chimiques dans des contenants fermés.

Il précise par ailleurs qu'il prévoit de mettre en place :

- une procédure de dépotage dans le cadre de la sécurisation des points de distribution et de la prévention des débordements lors du pompage
- un avertisseur et des détecteurs sur le réservoir de produit concentré.

L'exploitant rappelle qu'il ne met pas en œuvre des solvants organiques ou de la créosote, raison pour laquelle il précise ne pas être concerné par la récupération des vapeurs lors du remplissage des réservoirs et les techniques visant à réduire les pertes par évaporation.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs à la limitation des émissions résultant de la livraison, du stockage et de la manutention des produits chimiques permettent de statuer sur la conformité des installations à l'échéance du 9 décembre 2024. L'inspection prend note des engagements de l'exploitant quant à la mise en place d'une procédure de dépotage et d'un avertisseur et de détecteurs sur le réservoir de produit concentré. L'inspection rappelle sur ce dernier point qu'afin d'être efficace le déclenchement de ces dispositifs doit conduire à l'arrêt automatique du pompage.

4.7 MTD relative à la préparation et au conditionnement du bois

Afin de réduire la consommation de produits chimiques et d'énergie et de limiter les émissions de produits chimiques de traitement, l'exploitant indique mettre en œuvre les techniques suivantes afin d'optimiser la charge en bois de la cuve de traitement et d'éviter le piégeage des produits chimiques :

- chaque colis de bois est suffisamment latté avant traitement afin d'éviter le piégeage des produits chimiques de traitement.
- les paquets de bois sont inclinés dans le bac de trempage à l'aide d'une cale placée sur une de ses fourches, ceci afin de faciliter la circulation des produits chimiques et leur égouttage,
- l'un des autoclaves (l'autoclave n°3) est inclinable afin de faciliter l'écoulement des produits chimiques à l'issue du traitement. Le pétitionnaire précise que cette disposition s'applique uniquement aux installations nouvelles, raison pour laquelle elle n'est pas exigible dans sa situation.
- Afin d'éviter la modification de structure des paquets de bois, ils sont arrimés dans les autoclaves et un vérin presseur les maintient sur les fourches dans le bassin de trempage
- l'optimisation de la charge en bois, fonction de la taille des équipements.
- Les autoclaves sont équipés de pompe de pression piloté via un hystérisis afin de limiter la consommation énergétique

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis de la MTD relative à la préparation et au conditionnement du bois.

4.8 MTD relatives aux procédés d'application de produits de préservation

Afin d'éviter les fuites et les émissions accidentelles de produits chimiques de traitement lors des procédés non réalisés sous pression, l'exploitant indique que le bac de traitement du site est équipé d'une cuve de traitement à simple paroi placé dans une rétention en béton. Cette rétention est pourvue d'une sonde de détection de niveau et d'une alarme.

S'agissant des procédés sous pression (autoclaves), l'exploitant met en œuvre des autoclaves automatisés comprenant :

- l'asservissement du traitement à la fermeture des portes,
- interdiction d'ouverture tant que l'autoclave est sous pression,
- la libération de la pression interne sans ouverture de la porte,
- le rejet de l'air relâché au niveau des soupapes de sécurité vers les réserves,
- un vide final avant ouverture des autoclaves afin d'éliminer les produits chimiques en excès à la surface du bois traité,
- un cyclone placé sur le refoulement des pompes à vide avec rejet vers les réserves.

L'exploitant prévoit :

- d'établir un plan de contrôle des soupapes de sécurité,
- de reprogrammer le temps d'attente entre la phase de vide final et l'ouverture de la porte afin de permettre l'égouttage du bois et la condensation des vapeurs.

L'exploitant précise qu'il n'a pas recours au procédé de pulvérisation pour le traitement des bois.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis des MTD relatives aux procédés d'application des produits de traitement. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre ses engagements avant le 9 décembre 2024.

4.9 MTD relative au conditionnement post-traitement et stockage provisoire

Afin d'éviter ou de réduire la contamination du sol ou des eaux souterraines due à l'entreposage provisoire de bois fraîchement traité, l'exploitant indique que :

- les bois traités sont égouttés au-dessus du bac de traitement suffisamment longtemps (30 minutes à une heure en fonction de l'essence de bois),
- après égouttage, les bois sont transférés sur une zone à l'abri avant livraison au client.

L'exploitant ajoute que la zone de rétention est adaptée à la taille et à la capacité de l'installation.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs au stockage post-traitement des bois n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. Ils pourront faire l'objet d'un examen plus particulier lors des prochaines inspections.

4.10 MTD relatives à la gestion des déchets

Afin de réduire la quantité de déchets à éliminer, et en particulier de déchets dangereux, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les meilleures techniques disponibles suivantes :

- pas d'utilisation de cire ou d'huile dans les procédés,
- la livraison en grande quantité des produits chimiques de traitement : réserve de produit concentré de 20 m³,
- les IBC sont repris par le fournisseur pour être recyclés par réutilisation.

L'exploitant précise que les produits traités sont des produits rabotés et donc dépourvus de poussières.

Afin de réduire le risque environnemental lié à la gestion des déchets, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les meilleures techniques disponibles suivantes :

- les boues de curage des stations de traitement sont curées par des prestataires et il n'y a donc aucun stockage sur site.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis des MTD relatives à la gestion des déchets.

4.11 MTD relatives à la surveillance

Concernant la surveillance des rejets aqueux, l'exploitant indique procéder tous les 6 mois à l'analyse des eaux de ruissellement, ceci conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation dont le site bénéficie.

Concernant la surveillance de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant indique respecter la MTD 44 en réalisant une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres fixés dans son arrêté préfectoral.

Concernant la surveillance des émissions dans les gaz résiduels, le site n'utilisant pas de produits à base solvantée ni de créosote, elle n'a pas été abordée par le pétitionnaire (les MTD 49, 50, 51 et 52 ne s'appliquent qu'en cas d'utilisation de ce type de produits).

Analyse de l'inspection

L'arrêté préfectoral complémentaire du 7 octobre 2022 fixe la liste des paramètres recherchés dans les eaux souterraines. La surveillance des paramètres suivants n'y est pas requise : As, Cr, HAP, benzo(a)pyrène.

L'inspection rappelle que l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 permet de ne pas surveiller ces paramètres à compter du 9 décembre 2024 si la substance concernée n'est pas et n'a pas été utilisée dans le procédé et s'il est démontré que les eaux souterraines ne sont pas contaminées par cette substance. Il appartient donc à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection l'ensemble des éléments permettant de le justifier. À défaut, la surveillance des eaux souterraines devra intégrer ces paramètres complémentaires.

4.12 MTD relative aux émissions dans le sol et les eaux souterraines (MTD 46)

Afin d'éviter ou de réduire les émissions dans le sol et les eaux souterraines l'exploitant indique appliquer dès à présent les meilleures techniques disponibles suivantes :

- une zone de rétention suffisamment dimensionnée au droit de l'installation de traitement pendant toute la durée de la période d'égouttage,
- un chariot de manutention propre aux autoclaves pour éviter toute circulation en dehors de la zone de rétention,
- une alarme de détection de liquide dans la rétention du bac de traitement (équipement critique du périmètre IED),
- des dispositifs de détection de fuite dans les rétentions enterrées présentes sous les cuves de réserve des autoclaves (précisions apportées en janvier 2023).

L'exploitant précise qu'il doit compléter les mesures en matières :

- de confinement ou protection de l'unité et des équipements en mettant en œuvre des rétentions sous les vannes et autres organes. Au préalable, un diagnostic est prévu,
- d'entretien des dalles bétons et des caniveaux. Ainsi des travaux de réfection sont projetés et un entretien régulier lors de l'arrêt technique annuel du mois d'août sera réalisé,

- d'inspection et d'entretien périodique de l'unité et des équipements en établissant les procédures de contrôle des équipements et de l'intégrité des soupapes, des pompes, etc., ainsi que du bon fonctionnement des systèmes d'alarme,
- de circulation afin d'éviter la présence d'un autre chariot sur la zone de rétention.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs aux techniques mises en œuvre pour limiter les risques de contamination du sol et des eaux souterraines permettent de statuer sur les pratiques retenues actuellement par l'exploitant par rapport aux exigences de la MTD 46 et les mesures complémentaires à mettre en œuvre.

4.13 MTD relatives aux rejets dans l'eau, à la consommation et à la gestion des eaux usées

Afin d'éviter ou si cela n'est pas possible, de limiter les rejets dans l'eau et de réduire la consommation d'eau, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les meilleures techniques disponibles suivantes :

- présence de muret et de caniveaux de récupération des égouttures tout autour de la zone d'égouttage après traitements,
- la station de traitement et la zone d'égouttage sont sous abris,
- les caniveaux de collecte des égouttures sont indépendants du réseau de collecte des eaux de ruissellement et eaux usées,
- les égouttures collectées sont réinjectées dans le process de traitement,
- les eaux de lavages sont réutilisées dans la station de traitement.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis permettent de statuer sur les pratiques retenues actuellement par l'exploitant par rapport aux exigences de la MTD 47 relatives aux rejets dans l'eau, à la consommation et à la gestion des eaux usées.

4.14 MTD relatives aux émissions dans l'air

L'exploitant indique que les produits de traitement utilisés sont à base aqueuse et que les procédés ne nécessitent pas l'utilisation de créosote. L'exploitant n'aborde pas les MTD 49 à 52 relatives aux émissions dans l'air et n'en précise pas la raison de façon explicite.

Analyse de l'inspection

Les MTD 49 à 52 relatives aux émissions dans l'air sont spécifiques à l'utilisation de produits chimiques à base solvantée et/ou de créosote. L'exploitant indique dans le dossier de réexamen que les produits de traitement utilisés sont à base aqueuse et que les procédés ne nécessitent pas l'utilisation de créosote.

À ce stade, compte tenu des éléments présentés par le pétitionnaire, l'inspection prend acte du positionnement de l'exploitant vis-à-vis des émissions dans l'air. Cet aspect pourra faire l'objet d'un examen plus précis lors d'une prochaine inspection, le cas échéant.

4.15 MTD relative au bruit

Le pétitionnaire indique que les émergences sonores sont mesurées annuellement et que la MTD 53 est appliquée, sans autre précision.

Analyse de l'inspection


Les éléments présentés par l'exploitant dans son dossier sont succincts. Les éventuelles mesures retenues afin de réduire les émissions sonores ne sont pas précisées (mesures de gestion du bruit). Pour autant, l'inspection prend acte du positionnement de l'exploitant vis-à-vis de la MTD 53 qu'il dit appliquer. Cet aspect pourra faire l'objet d'un examen plus précis lors d'une prochaine inspection.

5. Suites administratives

À compter du 9 décembre 2024, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 28 juin 2021 relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à l'établissement.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2007 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2022 applicables à l'établissement PROTAC de Lamballe-Armor ne nécessitent pas d'être complétées. En matière de surveillance des eaux souterraines, il appartiendra néanmoins au pétitionnaire de s'assurer de l'exhaustivité de la liste des paramètres actuellement surveillés par rapport aux paramètres figurant à l'article 11.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 28 juin 2021.

En outre, il appartient au pétitionnaire de respecter les engagements pris afin de se conformer aux prescriptions ministérielles d'ici le 9 décembre 2024.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement spécialisé installations classées  Frédéric RIVOALAN		La Cheffe de Division risques Chroniques
Vu et transmis, pour approbation Le Chef de l'unité départementale des Côtes d'Armor		

Copie : SPPR, UD22, dossier, chrono